

DE BUENOS AIRES



N°29 – Brèves bimensuelles du Cône Sud

14 au 25 août 2023

Zoom – L'Argentine passe la 5^{ème} et 6^{ème} revue du programme FMI

Le conseil d'administration du FMI a examiné le 23 août la 5^{ème} et 6^{ème} revue du mécanisme élargi de crédit de l'Argentine. Dans le cadre de l'évaluation menée par les services, ces derniers estiment que les critères de performance et les cibles indicatives fixés pour la fin juin n'ont pas été satisfaits. Les services ont reconnu la dégradation de la situation économique après la 4^{ème} revue de mars due notamment à la sécheresse qui a obéré les performances du programme. Sur le plan budgétaire, le déficit primaire a atteint 1,1% du PIB au 1^{er} semestre, largement au-dessus de la cible de -0,8% du PIB. Cette divergence découle de la diminution des recettes issues des droits d'exportation combinée à la hausse des dépenses suite notamment aux revalorisations salariales dans le secteur public (+7% en termes réels au cours du 1^{er} semestre). En ce qui concerne la politique monétaire, la cible de financement monétaire du déficit budgétaire (fixé à 0,8% du PIB) n'a pas été atteinte. Enfin, les réserves internationales nettes sont entrées en territoire négatif (-4,7 Mds USD), un niveau bien en deçà de la cible trimestrielle (abaissée à 6,5 Mds USD). Cet écart de 11,2 Mds USD est principalement attribuable à la sécheresse, qui a entraîné une perte de 20 Mds USD de recettes d'exportation ainsi qu'aux interventions sur les différents marchés des changes (ventes nettes de 3,4 Mds USD entre début janvier et mi-août, selon les statistiques de la banque centrale), en plus des restrictions sur les exportations de viande bovine. Dans ce contexte, et en amont de la conclusion de l'accord aux niveaux des services (SLA) le 28 juillet dernier, les services du FMI et les autorités argentines s'étaient accordés sur un paquet de mesures (taxes sur les importations de biens et services, ainsi que les transactions avec des cartes bancaires, adoption d'un taux de change préférentiel pour encourager les exportations agricoles non traditionnelles) pour préserver les réserves internationales et accroître les recettes fiscales. En outre, d'autres mesures ont été adoptées au lendemain des résultats des élections primaires du 13 août, dont une dévaluation de 22% du taux de change officiel, une augmentation des taux d'intérêt des titres Leliq à 28 jours (+21 points, portant le taux à 118%), et un engagement à limiter les revalorisations salariales dans le secteur public. En conséquence, la validation par le Conseil d'administration du FMI du SLA le 23 août permet un décaissement de 5,5 Mds DTS (environ 7,5 Mds USD) pour l'Argentine, lui permettant ainsi d'honorer, d'une part, ses échéances de septembre et octobre, et d'autre part, rembourser les prêts contractés auprès du Qatar, de la Corporation andine de développement et du swap avec la Chine, ayant tous contribué au remboursement des échéances de juillet et août.

LE CHIFFRE À RETENIR

7,5

Décaissement du FMI
pour la 5^{ème} et 6^{ème}
revue (en Mds USD)

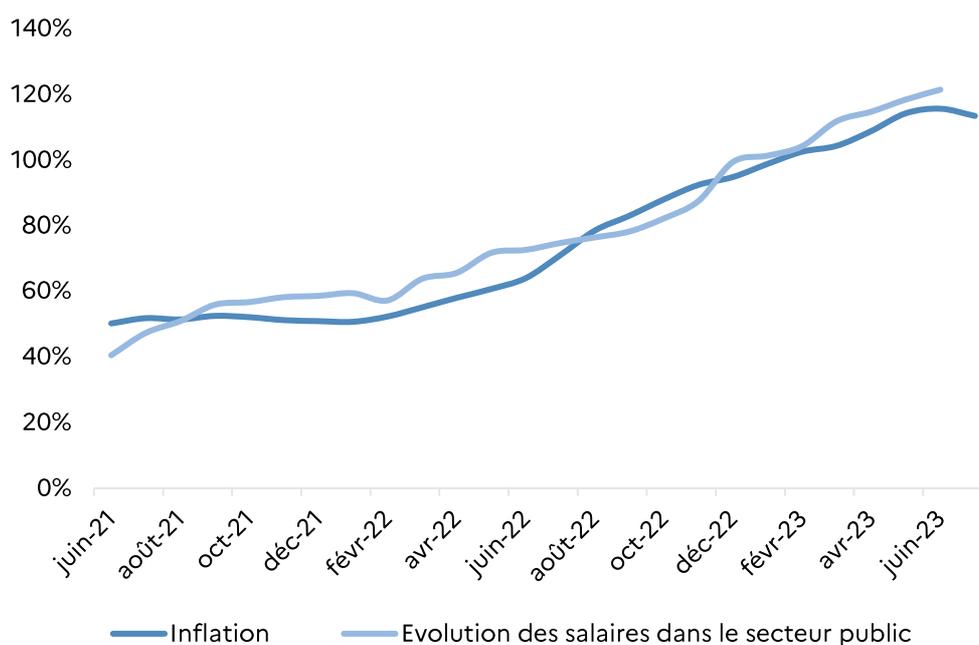
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2022	5,2%	2,4%	0,2%	4,9%
Inflation (fin de période)	2022	94,8%	12,8%	9,8%	8,3%
Solde budgétaire (% du PIB)	2022	-2,4%	1,1%	-3,0%	-3,4%
Dettes publiques (% du PIB)	2022	84,5%	38,0%	36,6%	88,9%
Solde courant (% du PIB)	2022	-0,7%	-9,0%	-5,2%	-2,5%
Dettes extérieures (% du PIB)	2022	79,8%	76,4%	32,5%	85,2%
Prévisions et anticipations					
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2023	126,4%	5,0%	5,0%	7,3%
Croissance du PIB réel - FMI	2023	0,2%	-1,0%	4,5%	2,0%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2023	-2,7%	-0,5%	0,2%	1,7%
Croissance du PIB réel - FMI	2024	2,0%	1,9%	3,5%	2,9%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2024	0,7%	1,9%	2,5%	2,5%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2022	512	325,3	39,6	62,4
Population (millions)	2022	46,3	19,9	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Argentine – Evolution des prix et des salaires du secteur public (variation annuelle)



Sources : INDEC, SER Buenos Aires

ARGENTINE

Dans un contexte d'incertitude politique, l'économie argentine est en état de « stagflation »

Après un répit de courte durée en mai et en juin, l'inflation repart à la hausse en juillet, à 6,3% en g.m (contre 6% en juin). C'est sans grande surprise que le rythme s'est accéléré, toutefois à rebours des prévisions qui tablaient sur 7,1%. Les tensions inflationnistes sont principalement portées par la hausse des prix dans les secteurs de la communication (+12,2% en g.m), du loisir (+11,2%) et des boissons alcoolisées et du tabac (+9,0%). A l'inverse, l'habillement (+3,0%) et le logement (+4,0) ont connu les plus faibles variations au cours du mois. Toutefois, en raison de son poids dans l'indice, l'alimentation a eu le plus d'impact, avec une hausse des prix de 5,8% (contre 4,1% en juin), tirée notamment par les prix du pain, des céréales et de la viande. En outre, la ventilation par catégorie révèle que les effets saisonniers ont été importants (5,1% contre 1,8% en juin), mais que la hausse des prix réglementés (6,7%) reste le principal facteur de l'augmentation de l'IPC, même si l'inflation sous-jacente résiste également (6,5%). **En rythme annuel, l'inflation tend tout de même à s'assagir (113,4% en g.a contre 115,6% en juin).**

En parallèle, l'économie argentine est en récession. Pour le troisième mois consécutif, l'activité économique s'est fortement contractée, à -4,4% en g.a en juin (-0,2% en g.m), principalement portée par les effets de la sécheresse sur la production agricole (-40,4% en g.a). Parallèlement, l'industrie manufacturière a reculé de 3,6% (contre -

0,6% en juin), exacerbant davantage le ralentissement économique. En outre, l'indice de production industriel s'est replié en juin (-1,3% en g.m et -2,5% en g.a), confirmant la tendance négative de l'activité industrielle argentine. A l'inverse, l'hôtellerie et la restauration (+8,8%) et l'extraction minière (+7,9%) ont soutenu l'activité. D'après le FMI, l'économie argentine pourrait entrer en récession en 2023 (prévisions à -2,5% en 2023 après une croissance de +5,0% en 2022), en raison de la sécheresse qui, d'après la bourse des céréales de Buenos Aires, a entraîné une chute de 58% de la production agricole entre la campagne 2021/2022 et 2022/2023, et de l'adoption de mesures restrictives (limitations d'accès aux marchés de change, contrôles des prix et interdiction ciblée des exportations de viande bovine).

Il est ainsi probable que la hausse des prix s'accélère au moins sur les deux prochains mois, en particulier suite à la dévaluation de 22% du taux de change officiel et la hausse du taux d'intérêt directeur à 118% qui devraient se répercuter sur les prix. **Ainsi, le marché s'attend à une inflation de 7,9% en août et de 140,7% sur l'ensemble de l'année.**

Y-TEC avance dans l'exploitation du lithium et la construction de batteries à l'échelle de projet pilote

Y-TEC, compagnie de recherche et de développement appartenant pour 51% à l'entreprise publique d'hydrocarbures YPF et pour 49% au Conicet (CNRS argentin), souhaite être présente à toutes les étapes de la chaîne de valeur du lithium. Pour l'extraction, Y-TEC a signé un accord avec l'entreprise publique de la province de Catamarca, Camyen, dans le but d'explorer une concession de 20 000 ha situé dans la



zone de Fiambalá. Pour le traitement du lithium, Y-TEC s'est engagée dans la construction d'une usine dans la province de Formosa pour la transformation des saumures obtenues des gisements pétroliers d'YPF afin de faire des essais de différentes méthodes d'extraction directe (EDL). Enfin, pour la construction de batteries, Y-TEC estime mettre en service en septembre 2023 sa première usine, Unilib, située dans ville de La Plata et construite en association avec l'Université de La Plata (UNLP) et le ministère de la Science, la technologie et l'innovation fédéral. L'usine aura une capacité de production de 15 MW par an, équivalente à 50 batteries utilisées dans des bus électriques. Pour s'approvisionner en lithium nécessaire à la construction de ces batteries, Y-TEC a signé un contrat d'achat avec l'entreprise américaine Livent (qui vient de fusionner avec l'australienne Allkem) qui produit du carbonate de lithium à Catamarca. Une deuxième usine de 75 MW par an serait en construction dans la province de Santiago del Estero, en coopération avec l'Université nationale de Santiago del Estero et l'UNLP. Enfin, Y-TEC a signé un protocole d'accord avec Camyen et l'entreprise chinoise Zijin pour mener des activités de coopération dans la transformation du lithium et la construction de batteries.

CHILI

La banque centrale du Chili abaisse son taux directeur de 100 points de base à 10,25%

Après avoir maintenu un taux historiquement élevé (11,25%) tout au long du premier semestre 2023, le Conseil

d'administration de la Banque centrale du Chili a décidé à l'unanimité d'abaisser son taux directeur de 100 points de base pour le porter à 10,25%. La décision, qui a surpris une grande partie du marché – qui s'attendait à une réduction de 75 points –, a été prise sur la base de la consolidation du processus de convergence inflationniste. En effet, la Banque centrale du Chili a indiqué que dès le mois de juin, l'inflation totale et l'inflation sous-jacente ont chuté plus rapidement qu'elle ne l'avait prévu dans son dernier rapport trimestriel (IPoM), atteignant respectivement 7,6% et 9,1%. Les données de juillet confirment cette tendance, avec une inflation atteignant 6,5% (8,5% pour l'inflation sous-jacente). Pour la suite, l'enquête sur les prévisions économiques (EEE) et l'enquête auprès des opérateurs financiers (EOF) anticipent toutes deux un taux d'inflation de 3% d'ici deux ans. En l'occurrence, la Banque centrale a précisé que les mouvements des marchés financiers locaux étaient alignés sur l'attente d'une réduction du niveau de resserrement de la politique monétaire, avec des taux d'intérêt à court terme en baisse, une dépréciation du taux de change et une accumulation de gains significatifs de l'IPSA (principal indicateur du marché boursier chilien).

En ce qui concerne la performance de l'activité économique et la demande intérieure, la Banque centrale s'est montrée confiante, affirmant qu'elles continuaient d'évoluer conformément aux attentes. Néanmoins, alors que certains économistes avaient soulevé des divergences avec l'avis de la Banque centrale sur ce point, **la publication de l'indicateur mensuel d'activité économique (Imacec) quelques jours plus tard, a confirmé une tendance à la contraction de l'activité économique.** En effet, l'Imacec a enregistré une baisse de



1,0% au mois de juin 2023 par rapport au même mois de l'année précédente – un chiffre se situant dans la partie inférieure des estimations des analystes. Dans ce contexte, l'abaissement du taux directeur pourrait permettre de stimuler l'activité économique, qui se trouve impactée principalement par la baisse de l'activité commerciale (-6,1% en termes annuels) et de l'industrie (-2,4%), partiellement compensée par le reste de biens (+1,7% par rapport au mois précédent).

PARAGUAY

La ANDE a identifié 19 sites pour la construction de petites centrales hydroélectriques

Lors de la cérémonie marquant son investiture en tant que Président de l'Administración Nacional de Electricidad (ANDE) du Paraguay le 21 août dernier, M. Félix Sosa a dévoilé l'un des piliers majeurs de l'agenda gouvernemental : la mise en place d'une "2ème génération de production d'électricité". La ANDE vise à diversifier le bouquet énergétique en incorporant l'énergie solaire, les systèmes de stockage de batteries et la création de petites centrales hydroélectriques. Cette démarche témoigne de l'engagement du pays envers les sources d'énergie renouvelable et sa volonté d'assurer une transition énergétique responsable et durable.

Dans son allocution, M. Sosa a également évoqué un partenariat imminent avec l'Argentine en vue de la construction conjointe de centrales hydroélectriques binationales, comme Corpus et Itatí - Itá Corá. Cette coopération transfrontalière

illustre la volonté des deux pays de collaborer pour exploiter au maximum leur potentiel hydroélectrique. En ligne avec cette vision, 19 sites prometteurs ont été identifiés où des petites centrales hydroélectriques pourraient être érigées. Parmi ces sites, on compte notamment le fleuve Paraguay et le fleuve Ypané. M. Sosa prévoit également de mécaniser Iguazú, où le barrage est déjà construit. Ces efforts concertés reflètent la détermination des nations voisines à tirer parti de leurs ressources naturelles pour renforcer leur sécurité énergétique tout en respectant les impératifs environnementaux.

M. Sosa a également souligné que, malgré les réalisations à ce jour, le potentiel énergétique du Paraguay demeure substantiellement inexploité. En plus de répondre aux besoins croissants du pays, la mise en œuvre de ces projets vise à créer un environnement propice à la création d'emplois. Le Président de l'ANDE a estimé que l'expansion du secteur pourrait contribuer à atteindre l'objectif fixé par le nouveau gouvernement de Santiago Peña, visant à créer 500 000 emplois, renforçant ainsi l'économie et offrant des opportunités nouvelles à la population.

La cérémonie a rassemblé le sénateur Silvio Ovelar, président du Congrès, Claudia Centurion, ministre des Travaux publics mais aussi des organisations multilatérales, dont la Banque mondiale, confirmant le soutien international envers ces initiatives énergétiques. Ces développements prometteurs confirment la position du Paraguay en tant qu'acteur actif dans la transition énergétique régionale, prêt à exploiter son potentiel au maximum pour un avenir énergétique plus propre et durable.

URUGUAY

L'inflation freine sous l'effet du ralentissement économique

Pour le troisième mois consécutif, l'Indice des prix à la consommation a baissé en juillet pour atteindre son plus bas niveau depuis 2005, à 4,75% en g.a, soit une contraction mensuelle de 0,36%. Cette bonne performance a été portée par le ralentissement des prix de l'habillement et des chaussures qui enregistrent un recul de 2,59% en g.m, et leur croissance sur un an freine nettement à -1,74%, de l'alimentation et des boissons non alcoolisées (-1,27% et +7,81%, respectivement) et des transports (-0,57% et -5,92%). A l'inverse, le secteur du logement et de l'énergie a connu une très légère augmentation (+0,08% et +5,77%).

Le ralentissement des prix des biens s'explique en partie par un recul des prix à la production. En juillet, les prix à la production industrielle ont ainsi diminué de 2,55% sur une base mensuelle et de 12,25% sur une base annuelle, principalement en raison de la baisse des coûts dans les secteurs de l'agriculture et l'élevage (-23,29% en g.a) et de l'industrie manufacturière (-5,94%). Le ralentissement a surtout été porté par certaines catégories de biens industriels telles que la métallurgie (-24,96%) et les hydrocarbures (-25,63%). En parallèle, les prix à la production dans le secteur de l'extraction minière montrent une dynamique différenciée. Ils ont augmenté de 8,54% en g.a.

Après avoir atteint un pic en septembre 2022 (+9,95%), l'inflation se trouve désormais dans la fourchette cible de la

Banque centrale (3%-6%). Ce progrès a certes été permis par le recul des prix mondiaux des matières premières énergétiques et agricoles, mais le resserrement monétaire et la discipline budgétaire adoptés par le gouvernement de l'Uruguay ont fortement contribué à la baisse de l'inflation. En effet, le resserrement monétaire initié en décembre 2021 a fait passer le taux d'intérêt directeur de 5,75% à 11,5% jusqu'en avril 2023 lorsque la Banque centrale a lancé son cycle de réduction du taux en l'abaissant à 10%. En parallèle, les anticipations des entreprises quant à l'évolution de l'inflation convergent vers la cible mais demeurent au-dessus, à 8% depuis mars 2023 selon une enquête de l'Institut National de Statistique. Enfin, la dégradation des perspectives de croissance (2% en 2023 selon le FMI contre 4,9% en 2022) devrait contribuer à la baisse de l'inflation (7% contre 8,3% en 2022).



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Chef du Service Économique Régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :
Twitter :

ayathassen.bensaid@dgtresor.gouv.fr
@Tresor_ConoSud